[Comment la guerre contre la Russie et l'Iran brise l'Occident]

Par Frank , 28 août 2026

Comment la guerre contre la Russie et l'Iran brise l'Occident

L'autodestruction économique de l'Occident



Par Frank Dumon

> L'Union européenne se trouve à un carrefour historique. Ce qui fut autrefois conçu comme un projet de paix, de prospérité et de souveraineté partagée s'est de plus en plus transformé en un appareil technocratique déconnecté de la réalité vécue par ses citoyens. Les bouleversements géopolitiques de la dernière décennie – des conflits croissants en Ukraine et au Moyen-Orient à l'effondrement de l'ordre international libéral, de la pandémie à la crise énergétique – ont mis à nu des défauts structurels profonds dans la gouvernance de l'Europe.

Au lieu de tracer une voie indépendante servant les intérêts de 450 millions d'Européens, les dirigeants européens ont largement suivi les directives stratégiques

de Washington. Cette soumission se fait souvent au détriment du bien-être économique et social de leurs propres populations et risque de plonger le continent dans une spirale de désindustrialisation et d'irrélevance géopolitique. Au milieu de ce paysage de conformisme, des voix de dissidence et de réalisme pragmatique émergent cependant de temps à autre. Cet article examine sept questions critiques qui touchent au cœur de la crise actuelle du leadership, de la légitimité et de la responsabilité démocratique en Europe.

1. Pourquoi les dirigeants européens se taisent-ils sur la scène mondiale ?

Le silence ou l'hésitation perçus des dirigeants européens face aux grandes crises mondiales n'est ni un hasard de personnalité ni une coïncidence de circonstances ; c'est une caractéristique structurelle du cadre actuel de l'Union européenne et un symptôme d'une dépendance psychologique plus profonde. L'appareil de politique étrangère de l'UE exige un consensus entre les 27 États membres, chacun avec ses propres liens historiques, intérêts économiques et pressions politiques intérieures. Cela conduit inévitablement au plus petit dénominateur commun en matière de politique étrangère, où une action audacieuse et décisive est souvent diluée en de vagues déclarations de préoccupation.

De plus, la dépendance d'après-guerre de l'Europe vis-à-vis du parapluie sécuritaire américain via l'OTAN a gravement limité sa capacité à mener une action géopolitique indépendante. Pendant des décennies, les capitales européennes ont sous-traité leur réflexion stratégique à Washington, permettant au Pentagone et au Département d'État de fixer les paramètres de ce qui est considéré comme une politique étrangère européenne acceptable. Lorsque des crises mondiales éclatent – que ce soit au Sahel, au Moyen-Orient ou dans l'Indo-Pacifique – la priorité à Bruxelles et dans la plupart des capitales nationales est de préserver l'unité transatlantique et la cohésion interne, plutôt que de défendre une position européenne audacieuse, indépendante et souveraine.

Ce silence est particulièrement douloureux dans la réponse de l'UE aux escalades autour de l'Iran et à la guerre à Gaza. Comme l'analyse finement l'économiste Jeffrey Sachs, nous nous trouvons dans un « univers parallèle » au sein de l'arène diplomatique. Lors des situations d'urgence au Conseil de sécurité de l'ONU, comme après les attaques contre des cibles iraniennes par les États-Unis et Israël, chaque ambassadeur européen – le Français, le Britannique, le Grec, et d'autres – a attaqué l'Iran avec une rhétorique du type : « Comment osez-vous faire cela ? Comment osez-vous riposter ? » Aucun d'eux n'a osé remettre en question l'hypothèse

fondamentale selon laquelle une guerre d'agression flagrante et l'assassinat des dirigeants d'une nation souveraine constituent une violation du droit international.

> « Ils nous traitent comme des enfants à Washington. »
> *— Jeffrey Sachs, à propos de l'infantilisation du leadership européen et de sa soumission aux États-Unis.*

Au lieu de représenter des États matures et souverains, les dirigeants européens baissent la tête, comme Mark Rutte l'a mémorablement exprimé. Ils se sont tus lorsque les États-Unis ont déchiré sans vergogne l'accord nucléaire avec l'Iran (JCPOA) en 2018, alors que l'Iran respectait les règles. Ils se sont tus lorsque les États-Unis ont lancé des déclarations de guerre économiques. Aucun dirigeant européen ne s'est levé pour dire : « Vous plaisantez ? C'est illégal et cela va plonger l'économie mondiale dans le chaos. » L'absence d'une voix européenne unifiée sur ces questions reflète non seulement une paralysie institutionnelle, mais aussi une réticence plus profonde à remettre en question les postulats de l'ordre international libéral d'après-guerre, même alors que cet ordre s'effondre sous le poids de l'hubris américaine et de l'unilatéralisme.

2. Pourquoi les dirigeants européens ne défendent-ils pas les intérêts de leurs citoyens ?

La perception selon laquelle les dirigeants européens ne défendent pas les intérêts de leurs propres populations découle d'un fossé croissant entre la réalité économique quotidienne des classes ouvrières et moyennes et les priorités macroéconomiques imposées par Bruxelles et Washington. Au cours des dernières décennies, la politique européenne a de plus en plus privilégié le marché intérieur, les accords commerciaux mondiaux et les intérêts des multinationales au détriment de la préservation de l'industrie locale et des services sociaux. La Commission européenne, en tant que gardienne des traités, s'est souvent positionnée davantage comme une championne de la libéralisation des marchés que comme une défenseuse de la cohésion sociale.

Cependant, la situation actuelle est encore plus alarmante en raison de ce que Sachs décrit comme une « autodestruction économique ». Les guerres et la mentalité hégémonique qui les sous-tend causent des dommages économiques directs à l'Europe. Les prix du pétrole ont augmenté de manière spectaculaire en raison des tensions au Moyen-Orient, passant d'environ 65 dollars le baril à des niveaux supérieurs à 90 dollars. Cela signale une difficulté majeure pour l'économie mondiale. Pour l'Europe, qui dépend des importations d'énergie, cela se traduit par une explosion des prix des engrais, une hausse des coûts de l'essence et des

factures d'électricité plus élevées pour les ménages et les entreprises.

La transition énergétique rapide et idéologiquement motivée, combinée aux conséquences économiques des conflits géopolitiques – en particulier la rupture avec la Russie – a entraîné une désindustrialisation sur tout le continent. L'Allemagne, autrefois le moteur industriel de l'Europe, voit sa base manufacturière s'éroder à mesure que les prix de l'énergie deviennent structurellement plus élevés. Des entreprises comme BASF et Thyssenkrupp ont annoncé des réductions de production et des délocalisations, tandis que les petites et moyennes entreprises luttent pour survivre. La classe ouvrière de ces régions supporte le plus lourd fardeau de ces décisions, confrontée à des pertes d'emplois, des salaires stagnants et des services publics en détérioration.

De nombreux citoyens ont le sentiment que leurs dirigeants ignorent ces conséquences ou les acceptent comme un sacrifice nécessaire pour des objectifs idéologiques plus larges, plutôt que de protéger leurs propres populations. Le Green Deal, bien qu'ambitieux dans ses objectifs environnementaux, a été mis en œuvre d'une manière qui touche de manière disproportionnée les groupes à faibles revenus. L'absence d'un filet de sécurité sociale robuste au niveau européen signifie que ces coûts ne sont pas correctement compensés.

Sachs souligne que l'Europe est en crise, tandis que les États-Unis flottent encore pour l'instant sur une bulle financière (alimentée par les valorisations de l'IA). Mais à long terme, les États-Unis ne sont pas en meilleure état. L'Europe, en revanche, paie le prix *maintenant*. En rompant les liens avec l'énergie russe bon marché et en s'alignant sur les régimes de sanctions américains contre l'Iran et d'autres pays, l'Europe s'est imposée des désavantages structurels. Les dirigeants semblent aveugles au fait que leur maison se trouve en réalité en Eurasie, cette immense masse terrestre qui les relie à la Chine et à la Russie. Au lieu de cela, ils suivent Washington dans des diatribes anti-chinoises et des confrontations anti-russes, ce qui est absurde du point de vue des intérêts économiques nationaux.

3. Pourquoi le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez est-il le seul à parler avec bon sens ?

Dans un paysage politique dominé par des blocs idéologiques rigides et une orientation transatlantique stricte, Pedro Sánchez se distingue comme une rare exception plaidant pour un certain degré d'« autonomie stratégique ». Contrairement aux dirigeants qui suivent strictement les directives géopolitiques de Washington, Sánchez a montré une volonté de s'engager pragmatiquement avec les puissances

multipolaires, conscient que l'Europe ne peut pas se permettre de s'isoler économiquement au nom de croisades géopolitiques.

Son approche de la Chine est un exemple parfait de ce pragmatisme. Alors que d'autres dirigeants européens ont repris les appels américains au « de-risking » et au découplage, Sánchez a activement attiré les investissements chinois, y compris des projets importants dans le secteur automobile. Des régions espagnoles comme la Galice, Saragosse et l'Estrémadure sont devenues des centres de production chinoise, créant des emplois et stimulant les économies locales. Sánchez a également plaidé pour une révision des tarifs douaniers européens sur les véhicules électriques chinois, arguant que de telles mesures provoqueraient des représailles qui pourraient nuire aux exportations espagnoles, en particulier dans le secteur agricole.

Sur les questions de migration et de diplomatie internationale, Sánchez fait preuve de plus de réalisme. Il a plaidé pour une approche plus humaine de la migration, défiant le durcissement des frontières qui est devenu la réponse standard dans une grande partie de l'Europe. Mais le plus remarquable est sa position vis-à-vis de l'hégémonie américaine. Selon Sachs, Sánchez est l'un des rares hommes politiques courageux à tenter de dire : « Pouvons-nous mettre nos affaires en ordre ? »

Cette position ne va pas sans risques. Sachs affirme que lorsqu'un dirigeant comme Sánchez se lève, l'« État profond » américain serre immédiatement la vis. Soudain, des membres de sa famille sont enquêtés pour corruption, ou des conseillers politiques sont pris pour cible. Ce sont, selon Sachs, non pas des processus juridiques sérieux et indépendants, mais des jeux joués par les services de renseignement et les réseaux politiques contre les politiciens qui sortent du rang. Néanmoins, Sánchez tient bon.

L'approche de « bon sens » de Sánchez trouve un écho car elle privilégie les intérêts économiques nationaux, la stabilité sociale et la diplomatie pragmatique plutôt que la conformité idéologique pure. Il reconnaît que l'Europe doit naviguer entre les puissances concurrentes dans un monde multipolaire, plutôt que de s'aligner sans esprit critique sur un seul bloc. Cela ne fait pas de lui un leader parfait – sa coalition intérieure est fragile et ses politiques comportent des contradictions – mais cela fait de lui l'un des rares dirigeants européens prêts à défier l'orthodoxie dominante et à placer les intérêts de ses propres citoyens au-dessus de ceux des puissances étrangères.

4. Pourquoi l'Europe n'a-t-elle pas poursuivi le pacte bénéfique avec la Russie, tel que décrit par Helmuth Kohl et Gerhard Schröder ?

L'ère du *Wandel durch Handel* (changement par le commerce), défendue par les anciens chanceliers allemands Kohl et Schröder, reposait sur l'hypothèse pragmatique qu'une interdépendance économique profonde – en particulier dans le domaine de l'énergie – garantirait la paix et la prospérité mutuelle. Pendant des décennies, ce modèle a bien servi les deux parties : la Russie a eu accès au capital et à la technologie européens, tandis que l'Europe s'est assurée des approvisionnements énergétiques fiables et abordables. Les gazoducs Nord Stream, reliant directement les gisements de gaz russes aux consommateurs allemands, étaient l'incarnation physique de ce partenariat.

Jeffrey Sachs souligne que les dirigeants européens comprenaient cela à l'époque. Ils savaient qu'approfondir les relations entre l'Allemagne et la Russie était dans l'intérêt de l'Europe. Ils savaient aussi que les États-Unis craignaient ces liens, car un puissant bloc économique Europe-Russie saperait la position stratégique des États-Unis. Comme le dit Sachs : « Les faits sont accablants : les États-Unis craignaient l'approfondissement des relations entre l'Allemagne et la Russie et y voyaient une nécessité stratégique de veiller à ce que ces relations ne se réchauffent pas trop, car cela laisserait les États-Unis dehors. »

Ce paradigme a été brutalement démantelé à la suite d'un changement fondamental dans l'architecture de sécurité mondiale, sous une pression énorme de Washington. Poussée par un nouveau consensus de « sécurité d'abord » au sein de l'UE – fortement soutenu par la faction écologiste du gouvernement allemand sous la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock – l'Europe a choisi de se découpler de l'énergie russe. La destruction des gazoducs Nord Stream en septembre 2022, un acte de sabotage qui reste officiellement inexpliqué, a symbolisé la fin définitive de cette ère.

Sachs souligne l'ironie et la trahison inhérentes à cette situation. Angela Merkel a averti dès 2008, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, que l'approche américaine vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie mènerait à la guerre. Elle, avec des dirigeants comme Schröder et Kohl, comprenait que l'Europe était différente des États-Unis. Ils ont jugé la guerre en Irak comme une catastrophe, basée sur de la propagande. Ils avaient de la colonne vertébrale. Mais que voyons-nous maintenant ? Rien que de l'incohérence.

> « L'Europe se parle presque délibérément dans une guerre ouverte. C'est totalement suicidaire. »

Les conséquences de la rupture de ce pacte ont été graves. L'Europe a remplacé un pacte économique pragmatique et mutuellement bénéfique par une confrontation géopolitique rigide et idéologiquement motivée. L'industrie allemande, construite sur la base de l'énergie russe bon marché, a été gravement endommagée. L'UE est contrainte d'importer du gaz naturel liquéfié (GNL) des États-Unis à des prix considérablement plus élevés, enrichissant les compagnies énergétiques américaines au détriment des consommateurs et des industries européens. La Russie a depuis redirigé ses exportations d'énergie vers l'Asie, en particulier la Chine et l'Inde, accélérant encore le passage à un ordre mondial multipolaire. L'incapacité à explorer une voie diplomatique médiane reflète la domination de l'idéologie géopolitique sur l'art d'État pragmatique dans les capitales européennes.

5. La controverse Pfizer détermine-t-elle la position d'Ursula von der Leyen et de l'UE ?

L'approvisionnement en vaccins pendant la pandémie, mené par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, a jeté une tache durable sur la transparence institutionnelle de l'UE et soulève des questions sur l'indépendance de la gouvernance européenne. La Commission européenne a négocié des centaines de millions d'euros de contrats de vaccins avec Pfizer-BioNTech, mais les détails de ces négociations ont été tenus secrets, même vis-à-vis des membres du Parlement européen. Lorsque des journalistes et des militants ont demandé l'accès aux échanges de textos entre von der Leyen et le PDG de Pfizer, Albert Bourla, la Commission a d'abord refusé, puis a affirmé que les messages avaient été supprimés.

La controverse – alimentée par des questions sur les textos supprimés, les négociations opaques avec les géants pharmaceutiques et l'intervention ultérieure du Médiateur européen – a mis en évidence un déficit démocratique profond. Le Médiateur a conclu que la Commission s'était rendue coupable de mauvaise administration en n'ayant pas correctement enregistré et divulgué ces communications. Il ne s'agissait pas d'une simple erreur de procédure ; c'était une violation fondamentale du principe de transparence qui devrait sous-tendre la gouvernance de l'UE.

Les critiques soutiennent que cet incident a démontré à quel point les pratiques de lobbying pharmaceutique sont profondément ancrées dans l'appareil décisionnel de

l'UE. Au lieu de servir l'intérêt de la santé publique par des appels d'offres ouverts et concurrentiels, l'approche de la Commission a renforcé un système dans lequel les méga-entreprises opèrent avec un contrôle parlementaire minimal. Le fait que von der Leyen soit restée en fonction malgré ces révélations, et que le Parlement européen ne l'ait pas tenue pour responsable, en dit long sur les dynamiques de pouvoir au sein de l'UE.

Cet héritage d'opacité continue d'influencer la méfiance du public à l'égard des positions réglementaires et géopolitiques plus larges de l'UE. Lorsque les citoyens voient que l'institution la plus puissante d'Europe peut fonctionner avec autant de mépris pour la transparence, il devient difficile de croire que l'UE est véritablement attachée aux valeurs démocratiques et à l'État de droit. Cela alimente le soupçon que les décisions politiques – y compris celles sur l'énergie, la défense et les relations extérieures – pourraient également être dictées par des intérêts privés et des réseaux opérant hors de la vue du public.

6. Mark Rutte et Jens Stoltenberg ont été nommés pour défendre les intérêts de l'OTAN ; pourquoi le public européen de 450 millions est-il si docile ?

La transition de personnalités politiques nationales éminentes comme Mark Rutte et Jens Stoltenberg vers les plus hautes sphères de l'OTAN est un exemple classique de la « porte tournante » entre la politique nationale et l'establishment sécuritaire transatlantique. Rutte, l'ancien Premier ministre des Pays-Bas, et Stoltenberg, l'ancien Premier ministre de la Norvège, ont tous deux été nommés à de hautes fonctions à l'OTAN, où ils sont désormais chargés de défendre les intérêts stratégiques et budgétaires de l'alliance.

Sachs formule des critiques acerbes à l'égard de ces personnalités, en particulier de Stoltenberg. Il s'interroge sur la manière dont un individu intelligent, qu'il a longtemps estimé, peut se réduire à un porte-parole qui ne promeut « que l'OTAN » du matin au soir. « C'est tout pro-Trump, pro-États-Unis. Comment un individu aussi intelligent peut-il... faire une telle chose ? Cela n'a aucun sens ce qui est dit actuellement », déclare Sachs. Les critiques soutiennent que de telles nominations garantissent que l'agenda de l'OTAN est défendu par des politiciens chevronnés, à l'abri des vents contraires électoraux intérieurs.

Cela crée une boucle de rétroaction dans laquelle les intérêts du complexe militaro-industriel sont privilégiés par rapport aux besoins et aux préférences des citoyens ordinaires. La docilité perçue du public européen face à la forte augmentation des

dépenses de défense et à l'escalade géopolitique peut être attribuée à plusieurs facteurs.

Premièrement, les médias grand public présentent souvent la militarisation accrue comme une nécessité inévitable, marginalisant les voix dissidentes. Le récit d'une menace existentielle est utilisé pour justifier d'énormes augmentations des budgets de défense, même lorsque les programmes sociaux sont réduits. Deuxièmement, il existe une profonde « fatigue géopolitique ». De nombreux Européens sont épuisés par le flux constant de crises et n'ont pas l'énergie de s'engager dans des débats géopolitiques complexes. Cette fatigue est exploitée par les élites politiques.

Troisièmement, la nature abstraite des accords de défense rend difficile pour les mouvements populaires de se mobiliser. En conséquence, le paradigme de la sécurité peut largement se poursuivre sans être perturbé. Enfin, il existe un manque d'alternatives politiques viables. Les principaux partis politiques à travers l'Europe sont largement alignés sur l'alliance transatlantique. Les voix dissidentes sont marginalisées comme extrémistes. Ce rétrécissement de l'éventail politique laisse aux citoyens peu d'options pour exprimer leur mécontentement par des canaux démocratiques.

Sachs note que les États-Unis travaillent dur pour pousser les dirigeants européens complaisants vers une décision particulière, en utilisant des incitations politiques, des ONG et des think tanks. Ceux qui ont fait preuve de colonne vertébrale ont été écartés ou neutralisés. Le résultat est un public qui, bien qu'insatisfait, ne se voit pas présenter d'alternative cohérente et reste donc dans un état d'acceptation passive, tandis que la réalité économique le frappe de plus en plus durement.

Conclusion : La voie à suivre dans un Occident brisé

> Les six questions examinées dans cet article pointent vers une crise fondamentale de légitimité et de gouvernance au sein de l'Union européenne. Les dirigeants européens, au lieu de défendre les intérêts de leurs citoyens, ont de plus en plus servi les intérêts des élites transnationales, des multinationales et du complexe militaro-industriel, sous l'égide d'une hégémonie américaine dépassée. Le résultat est un continent moins souverain, moins démocratique et économiquement plus vulnérable qu'il ne pourrait l'être.

Jeffrey Sachs esquisse trois scénarios possibles pour l'avenir. Le premier est une catastrophe complète : une troisième guerre mondiale, alimentée par un leadership

instable à Washington et l'escalade en Europe. Le deuxième, et le plus porteur d'espoir, est que les dirigeants européens se réveillent. Que dans un an, un nouveau leadership émerge et dise : « Nous ne voulons pas aller à la guerre, nous comprenons l'histoire plus profonde de ce conflit. » Cela pourrait conduire à une solution fondée sur la neutralité et la diplomatie, comme cela a été possible pendant des décennies.

Le troisième scénario, que Sachs considère comme le plus probable, est que l'Occident se paralyse lui-même. Le reste du monde – les BRICS, le Sud global, la Chine, l'Inde – continue paisiblement son développement.

> « C'est sans grâce, c'est indigne, c'est honteux... mais l'Occident s'enfonce dans la stagnation. »

Pourtant, il y a des raisons d'espérer. L'émergence de dirigeants comme Pedro Sánchez, qui sont prêts à défier l'orthodoxie dominante, suggère que le changement est possible. La prise de conscience croissante du public sur des questions telles que les pratiques de lobbying pharmaceutique, les réseaux d'élites et le déficit démocratique indique que les citoyens deviennent plus critiques. La réalité économique finira par imposer le changement ; on ne peut pas indéfiniment continuer avec une énergie coûteuse et la désindustrialisation alors que le reste du monde innove.

La voie à suivre exige une réévaluation fondamentale du projet européen. Elle exige une Europe plus souveraine, plus démocratique et plus responsable envers ses citoyens. Elle exige une politique étrangère fondée sur le pragmatisme et le respect mutuel avec la Russie et les autres puissances, plutôt que sur l'idéologie et la confrontation. Elle exige un modèle économique qui privilégie le bien-être des personnes plutôt que les profits du complexe militaro-industriel. Le temps d'agir est venu, car les enjeux – la paix et la prospérité de l'Europe – n'ont jamais été aussi élevés.

https://www.youtube.com/watch?v=kLhkKjo544U